

*Consultation sur le projet de Plan de développement
durable du Québec*

**Mémoire présenté par le Conseil d'administration
Estran-Agenda 21**

Présenté à

**l'Honorable Ministre Thomas Mulcair, ministre de
l'Environnement du Québec**

Estran-Agenda 21/

Carleton, 22 février 2005

Jean-Claude Côté, président

Bonjour M. Le ministre. Mon nom est Jean-Claude Côté. Je me présente ici comme président d'un groupe qui a pour dénomination Estran-Agenda 21.

Estran-Agenda 21 c'est quoi?

D'abord l'Estran c'est le nom qu'on a donné à la région comprenant quatre villages du versant nord de la Gaspésie, c'est-à-dire les villages de Cloridorme, Petite-Vallée, Grande-Vallée et Sainte-Madeleine de la Rivière Madeleine. Et Estran-Agenda 21 c'est un regroupement de professeurs de l'Université Laval et des gens de l'Estran qui se sont donné comme objectif en 2001, de chercher des solutions pour contrer la déstructuration, la dévitalisation et le dépeuplement qui sévissent dans cette région particulièrement. Vous comprendrez que depuis quatre ans, on a entendu parler de développement durable. Et nous croyons que nos ambitions se situent dans les limites des options gagnantes en revendiquant le statut de "Paysage humanisé".

Permettez-moi au nom du groupe que je représente de vous féliciter, vous et votre gouvernement pour l'audace que vous avez manifesté en lançant de plan de développement durable. Vous répondez ainsi aux attentes de millions de personnes au Québec et à travers le monde qui militent pour la protection de l'environnement avec une conscience aigüe des conséquences néfastes que produit un développement anarchique. Vous répondez en 2005 à des cris d'alarmes qui nous viennent du fond des âges. Je vais faire mention de deux visionnaires qui ont averti le monde. D'abord un très très vieux, 400 ans avant Jésus-Christ, Sophocle lançait un **plaidoyer pour la terre**. Permettez-moi de le citer:

Antigone¹

¹Poème intégral de Sophocle.

Il est bien des merveilles en ce monde,
Il n'en est pas de plus grande que l'homme.
Il est l'être qui sait traverser la mer grise et qui va son chemin au milieu des abîmes.
Il est l'être qui tourmente la déesse auguste entre toute, la Terre,
La Terre éternelle et infatigable, avec ses charrues qui vont chaque année la sillonnant
sans répit...
Parole, pensée vive comme le vent, aspirations d'où naissent les cités,
Tout cela, il se l'est enseigné à lui-même,
aussi bien qu'il a su, en se faisant un gîte,
se dérober aux traits du gel et de la pluie, cruels à ceux qui n'ont de toit que le ciel.
Bien armé contre tout, il ne se voit désarmé contre rien de ce que lui peut offrir l'avenir.
à la mort seule il ne saura opposer de charmes pour lui échapper,
bien qu'il ait déjà su contre les maladies imaginer plus d'un remède.
Mais, ainsi maître d'un savoir dont les ressources ingénieuses dépassent toute
espérance,
Il peut prendre ensuite la route du Mal comme du Bien.

C'est avec plaisir et une grande fierté que je mentionne comme deuxième grand visionnaire, un compatriote de mon village natal: Grande-Vallée. M. Esdras Minville qui, 40 ans avant la Conférence de Stockholm, 60 ans avant le Rapport Brundtland, la Conférence de Rio et le sommet de Johannesbourg proposait au gouvernement du Québec son plan de développement durable. On a qu'à lire les éditions de François Albert Angers et de Ruth Paradis de 1981² pour constater que ce prophète traçait dans les années 1930-1940 les voies du développement durable dans le même langage que vous empruntez et qui invite à "briller parmi les meilleurs".³ On peut constater l'actualité de la pensée de M. Minville en lisant "Une forêt pour en vivre" de Léonard Otis où encore plus près de nous le Rapport de la Commission Coulombe sur la forêt, qui invoque la pensée de Monsieur Esdras Minville.

² Plan et aménagement, les données fondamentales, François-Albert Angers et Ruth Paradis, Les presses H.E.C. 1981

³ Plan de développement durable du Québec, doc. De consultation, Environnement Québec, novembre 2004.

Monsieur le Ministre, Estran-Agenda 21 se rallie aux quatorze principes énoncés dans le document de consultation. Cependant, il est un point que nous souhaiterions voir démocratiser un peu plus c'est celui de l'accès au savoir. À la page 16 de votre document vous faites état de l'éducation comme mission essentielle du gouvernement. Pourtant dans le plan d'action, si l'on retrouve à la page 28 de votre document, une préoccupation pour la recherche et de l'innovation en terme de connaissance, on ne retrouve pas une place privilégiant l'école comme élément stratégique d'action. À un moment où les incertitudes, les craintes, les menaces nous assaillent de toutes parts, où les sollicitations à la consommation battent des records d'efficacité, où la course vers le profit siège en roi, on reconnaît timidement que l'école est une valeur sûre. Nous voulons rappeler que l'école est l'institution privilégiée pour la transmission des valeurs et qu'à ce titre elle mérite de voir son rôle renforcé dans la transmission des valeurs sous-jacentes au développement durable. Mais pour cela il faut la ressourcer, l'instrumenter et consentir les efforts nécessaires. Nous avons applaudi votre démarche d'aller annoncer votre plan devant des enfants fréquentant une école Brundtland,

Préciser la notion du développement durable.

Quand on dit que le développement durable est celui *qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs*, on a tout dit. Mais en fait, on n'a pas dit grand-chose. Il y a de l'espace pour n'importe quoi comme développement. Le danger d'improviser peut conduire à du développement abusif. Il est vrai que les quatorze principes du document de consultation apportent un éclairage additionnel, encore faut-il, que les développeurs en tiennent compte. La tâche du commissaire au développement va être herculéenne!

À la page 17 du document de consultation, on parle d'accentuer de la coopération interministérielle. Nous pensons qu'un renforcement des responsabilités et pouvoirs devrait être consenti au Ministère de l'Environnement afin de contraindre les ministères, les sociétés d'état et les industriels puissants à passer à l'action durable.

Je me suis laissé dire que la compagnie Weyerhaeuser de la Saskatchewan s'était convertie au développement durable. La chose est donc possible. Du développement durable pour 20 ans, ce n'est pas du développement durable. Des coupes abusives, des implantations improvisées de parc énergétiques, ce n'est pas faire du *"développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs."*

Votre démarche de consultation telle que vous la faite, en vue d'adopter une loi à l'automne, à notre avis c'est trop court pour susciter l'engagement de tous⁴. De plus on souhaiterait que le battage médiatique soit plus important. Le Québec a la chance de compter sur des groupes environnementaux, des chaires universitaires qui donnent un bon vent favorable à l'action d'un ministre assez audacieux pour lancer un plan de développement durable. Un des principes du développement durable, la gouvernance implique qu'on prenne tous les moyens pour faciliter ce modèle de gestion et d'exploitation du territoire. Si la participation de la population est un facteur de réussite en matière de développement durable, on ne peut pas dire que le MENV pêche par excès de médiatisation pour l'atteindre. Si les articles d'un Laurent Laplante et d'un Louis-Gilles Francoeur ont parlé haut et fort lors de l'annonce du plan il reste, qu'ils n'ont rejoint qu'un petit nombre.

L'Environnement, le social mais aussi l'économique.

En terminant, monsieur le Ministre, permettez-moi d'attirer une fois de plus votre attention sur les régions et en particulier sur une région comme la Gaspésie où la chute démographique est un drame. "La Gaspésie a toujours profiter de mesures d'exception" écrivait Maryse Grandbois dans les années 70. En ce sens, la Gaspésie se fonde dans le moule canadien qui prévoit des ententes spécifiques avec les provinces, des statuts particuliers avec les autochtones, des mesures fiscales spéciales pour les régions éloignées ou pour les soldats qui vont rétablir l'ordre en Afghanistan. Au Canada et au Québec, on n'est est pas à un précédent près, en

⁴ Document de consultation, MENV, p.22, principe 6.

matière de mesures d'exception. À l'heure où Montréal s'apprête à déposer son plan de développement durable, en avril, je crois, **il est juste de vous demander de ne pas nous mettre en compétition avec ce géant lorsqu'il sera question de répartir le "fond vert"**. Montréal est un milieu de vie brisé, il convient de le réparer. Mais un pays comme la Gaspésie, il convient de ne pas l'abîmer. Dans un article paru dans le journal Le Soleil et qui s'adressait au nouveau gouvernement libéral en août 2003, le professeur Bernard Vachon donnait quelques indications qui militent en faveur de notre propos et je cite:

"Malgré les progrès enregistrés dans certains milieux, six ensembles de circonstances font obstacle à l'avènement attendu de la "renaissance rurale"...

Je vais citer deux points particulièrement éloquentes à pointer les difficultés d'une région comme la Gaspésie. Le professeur Vachon affirme que:

1- la faible natalité combinée à l'exode des jeunes et des aînés, au vieillissement accéléré des populations restantes et à l'apport négligeable de nouveaux résidents, conduisent de nombreuses communautés à des seuils de population qui rendent difficile le maintien des commerces et des services de base, ce qui mine la capacité de rétention et d'attraction de communautés rurales.

2- l'habileté et l'efficacité des stratégies des régions centrales de Montréal et de Québec à convaincre les gouvernements fédéral et provincial d'investir massivement et en priorité sur leur territoire,

J'ajouterais deux autres points à l'appui de notre demande de ne pas **nous mettre en compétition avec Montréal**:

1- Aussi paradoxalement que cela puisse paraître dans une région dite "pauvre", l'exode des personnes à partir des régions se double de l'exode des capitaux de ces mêmes régions. Voici un exemple. Le directeur général de la caisse populaire de

notre région disait il y a quelque temps: "la caisse populaire Mer et Montagnes compte 75 000 000\$ de dollars en épargne et, ajoute le directeur, 90% de cet argent appartient aux personnes âgées qui vont bientôt mourir." Leurs enfants sont rendus en ville; alors la machine fonctionne d'elle-même et les capitaux vont rejoindre les héritiers. L'inverse de se produit jamais. C'est lourd comme tendance et infernal comme machination. L'intervention de l'État est nécessaire au rétablissement de l'équilibre.

2- On invoque souvent que d'énormes capitaux pour des projets à caractère économique sont consentis par l'État dans une région comme la Gaspésie. Que se passe-t-il exactement? Trop souvent, ces argents sont mis dans un ascenseur. L'argent vient de Québec ou d'Ottawa et retourne d'où elle vient parce que l'État favorise et quelque fois impose que des firmes ou des compagnies étrangères à notre région agissent en qualité de maître d'oeuvre dans les travaux à réaliser. Notre compétence ou notre expertise ne se développera jamais à ce jeu. Le Ministre est renvoyé ici au principe cinq du plan où il est dit: *Le développement durable repose sur l'engagement de tous. La participation des citoyens et le partenariat de tous les groupes de la société sont nécessaires à la durabilité sociale, économique et environnementale du développement.* Les règles mur à mur sont difficilement applicables dans un contexte où la géographie positionne les populations dans la précarité.

Je vous remercie Monsieur le Ministre. Soyez assuré de notre appui et de notre participation constructive dans la réalisation de votre plan.

Estran-Agenda 21/

Jean-Claude Côté

